



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique**

**Arrêté préfectoral n° 2026/ 00376 du 27/01/2026  
autorisant la société SOGARIS à poursuivre l'exploitation  
d'un groupement d'entrepôts implantés  
place de la Logistique sur la commune de Rungis (94150)**

**LE PRÉFET DU VAL DE MARNE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1<sup>er</sup> et le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Etienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 avril 1992, portant réglementation complémentaire au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, des installations techniques du CENTRE LOGISTIQUE de FRET, avenue de VERSAILLES à RUNGIS ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires modifiant l'arrêté préfectoral visé supra, du 28 juin 1999 et du 18 janvier 2012 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2017 ;

**Vu** le courrier de l'exploitant du 17 mai 2016 concernant le statut administratif de l'établissement au regard des rubriques 1185 et 4802 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 août 2023, faisant suite à la visite du 21 mars 2023, constatant non-respect par l'exploitant de plusieurs dispositions de l'arrêté préfectoral 21 avril 1992 susvisé ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance relatif aux travaux de mise en conformité de la plateforme logistique SOGARIS de RUNGIS, déposé le 13 juillet 2023 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/00557 du 20 février 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 26 juillet 2024, faisant suite à la visite du 16 juillet 2024, actant de la mise en conformité de l'installation aux dispositions dont le non-respect avait fondé la prise de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance de modifications notables relatif au projet d'aménagement frigorifique de l'entrepôt N de la plate-forme logistique SOGARIS de Rungis (94), de janvier 2024 (version 3) ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance de modification des installations et des activités d'un locataire entrant au sein du bâtiment E, de mars 2023 (version 1) ;

**Vu** l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées dans son rapport du 27 mars 2025, proposant le projet d'arrêté préfectoral ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral portant réglementation complémentaire d'exploitation d'installation classée pour la protection de l'environnement, transmis par courrier électronique du 27 mars 2025 à SOGARIS ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant par courrier électronique du 6 juin 2025 ;

**Vu** la note de l'inspection des installations classées du 17 juillet 2025 ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant par courrier électronique du 17 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la société SOGARIS exploite plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a soumis plusieurs porter-à-connaissance de modification, visant d'une part à encadrer la mise en conformité de l'établissement aux dispositions réglementaires applicables, d'autre part à déclarer les modifications des conditions d'exploitations des bâtiments E et N ;

**CONSIDÉRANT** de plus, que le rapport de l'inspection des installations classées conclut que les modifications ne sont pas substantielles, mais notables, au sens des point I et II de l'article R. 181-46 ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs, que le non-respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 avril 1992 implique des mesures correctives nécessitant des travaux importants pouvant s'étaler sur plusieurs années ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il convient de prescrire les mesures compensatoires prévues par l'exploitant pendant la durée de ces travaux, et d'encadrer ceux-ci dans le temps afin de s'assurer du respect des échéances ;

**CONSIDÉRANT** que le porter à connaissance, relatif aux travaux de mise en conformité de la plateforme logistique SOGARIS de RUNGIS comportait des demandes de modifications par l'exploitant des dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 21 avril 1992, prenant en compte la situation réelle des bâtiments et les travaux d'améliorations envisagés ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications apportées aux bâtiments E et N sont notables, peuvent

être autorisées mais nécessitent la remise d'études complémentaires et imposent de mettre à jour les dispositions réglementaires applicables ;

**SUR** proposition du secrétaire général ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SOGARIS, (SIRET : 60204611200010), dont le siège social est situé place de la Logistique 94150 RUNGIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21 avril 1992 modifié, à poursuivre l'exploitation à la même adresse (coordonnées Lambert 93 X= 653025 et Y= 6850360), des installations détaillées dans les articles suivants.

### **Article 2 : modifications et compléments apportés aux prescriptions de l'acte antérieur**

L'ensemble des dispositions des actes antérieurs encadrant réglementairement les installations sont abrogées, à l'exception des sept premiers alinéas de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21 avril 1992.

### **Article 3 : études complémentaires et affinement de l'étude de dangers**

Sous 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant remet :

1. Une mise à jour de l'étude de dangers décrivant les risques représentés par les groupes froids implantés dans l'établissement et mettant en œuvre des fluides frigorigènes inflammables.

Le cas échéant, des dispositions techniques et/ou organisationnelles nouvelles sont proposées et mises en œuvre.

2. Les éléments justifiant du compartimentage du bâtiment S en 5 cellules séparées par des parois REI 120, comprenant tout document technique nécessaire à cette démonstration (notamment plans, rapport de contrôle technique, procès verbaux de réception, fiches techniques de produits, etc.).
3. Une mesure des émissions sonores des éléments extérieurs des installations génératrices de froids associées aux bâtiments E et N de l'établissement. Les mesures sont effectuées conformément aux dispositions de la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement [NOR : ENVP9760055A].

L'implantation des appareils de mesurage est déterminée de manière à ce que les mesures réalisées en limite de propriété et le cas échéant en zone à émergence réglementée soient représentatives du fonctionnement de ces équipements.

### **Article 4 : affichage**

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence, de façon visible, à l'intérieur du site.

### **Article 5 : caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans, à compter du jour de la notification du présent arrêté, sauf cas prévus à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

### **Article 6 : surveillance**

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

### **Article 7 : sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

### **Article 8 : publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la société SOGARIS, mis en ligne sur le site national de l'inspection des installations classées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

### **Article 9 : délais et voies de recours**

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès du préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

### **Article 10 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Le préfet du Val-de-Marne**



Etienne STOSKOPF

## ANNEXE I : DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                              |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>                                                        | <b>7</b>  |
| CHAPITRE 1.1. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT.....       | 7         |
| CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS.....                                                                                  | 7         |
| Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (ICPE)..... | 7         |
| Article 1.2.2. Situation de l'établissement.....                                                                             | 9         |
| Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées.....                                                                 | 9         |
| CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AUX DOSSIERS.....                                                                                   | 9         |
| CHAPITRE 1.4. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS.....                                                                                    | 10        |
| CHAPITRE 1.5. RÉGLEMENTATION APPLICABLE.....                                                                                 | 10        |
| <b>TITRE 2. GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>                                                                              | <b>11</b> |
| CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....                                                                            | 11        |
| Article 2.1.1. Surveillance de l'établissement et contrôle des accès.....                                                    | 11        |
| CHAPITRE 2.2. INCIDENTS OU ACCIDENTS.....                                                                                    | 12        |
| Article 2.2.1. Déclaration et rapport.....                                                                                   | 12        |
| CHAPITRE 2.3. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....                                        | 12        |
| Article 2.3.1. Documents tenus à la disposition de l'inspection.....                                                         | 12        |
| <b>TITRE 3. IMPLANTATION.....</b>                                                                                            | <b>13</b> |
| <b>TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>                                             | <b>14</b> |
| CHAPITRE 4.1. TYPES D'EFFLUENTS ET CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....                                                  | 14        |
| Article 4.1.1. Identification des effluents.....                                                                             | 14        |
| Article 4.1.2. Localisation des ouvrages de rejet d'effluents liquides externes.....                                         | 14        |
| Article 4.1.3. Aménagement des ouvrages de rejet.....                                                                        | 14        |
| Article 4.1.4. Rejets des eaux pluviales et des eaux d'extinction susceptibles d'être polluées.....                          | 15        |
| <b>TITRE 5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>                                                                   | <b>16</b> |
| CHAPITRE 5.1. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....                                                                                | 16        |
| Article 5.1.1. Comportement au feu.....                                                                                      | 16        |
| Article 5.1.2. Compartimentage et parois périphériques.....                                                                  | 17        |
| Article 5.1.3. Désenfumage.....                                                                                              | 18        |
| Condition 5.1.3.1. Dispositions spécifiques relatives au Bâtiment N.....                                                     | 19        |
| CHAPITRE 5.2. ORGANISATION DES STOCKAGES ET ZONES DE PRÉPARATION DE COMMANDE.....                                            | 20        |
| Article 5.2.1. Organisation des stockages.....                                                                               | 20        |
| Condition 5.2.1.1. Etat des matières stockées, recalage annuel et recensement SEVESO.....                                    | 21        |
| Article 5.2.2. Zones de préparation de commande.....                                                                         | 22        |
| CHAPITRE 5.3. ACCESSIBILITÉ.....                                                                                             | 22        |
| Article 5.3.1. Installations électriques.....                                                                                | 23        |
| Article 5.3.2. Éclairage.....                                                                                                | 23        |
| Article 5.3.3. Ventilation des locaux et charges de batteries.....                                                           | 23        |
| Condition 5.3.3.1. Dispositions spécifiques relatives au Bâtiment N.....                                                     | 23        |
| Article 5.3.4. Chauffage.....                                                                                                | 24        |
| CHAPITRE 5.4. DISPOSITIF DE RÉTENTIONS DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....                                                     | 24        |
| Article 5.4.1. Dispositions générales.....                                                                                   | 24        |
| Article 5.4.2. Rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie.....                                        | 25        |
| CHAPITRE 5.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....                                       | 26        |
| Article 5.5.1. Dispositions particulières applicables aux moyens de lutte contre l'incendie.....                             | 26        |
| Article 5.5.2. Service de sécurité et prévention.....                                                                        | 26        |
| Article 5.5.3. Organisation et Plan d'opération Interne.....                                                                 | 26        |
| Article 5.5.4. Évacuation du personnel.....                                                                                  | 28        |

|                                                                                                                                                                                        |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>TITRE 6. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>                                                                                 | <b>29</b> |
| CHAPITRE 6.1. LOCAL DE CHARGE D'ACCUMULATEURS DU BÂTIMENT S – TRAVÉE 10.....                                                                                                           | 29        |
| CHAPITRE 6.2. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ENGINS DE MANUTENTIONS ET INDUSTRIELS ET À LEURS CONDITIONS D'UTILISATION AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT.....                       | 29        |
| CHAPITRE 6.3. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'EXPLOITATION DU BÂTIMENT B SUD, CELLULES 1 (TRAVÉES 1 À 4) ET 2 (TRAVÉES 5 À 8).....                                            | 30        |
| <i>Article 6.3.1. Véhicules autorisés à circuler et stationner temporairement le temps de leur chargement au sein des cellules 1 et 2, bâtiment B de la plateforme logistique.....</i> | <i>30</i> |
| <i>Article 6.3.2. Circulation des véhicules au sein des cellules 1 et 2, bâtiment B de la plateforme logistique.....</i>                                                               | <i>30</i> |
| <i>Article 6.3.3. Consignes de sécurité.....</i>                                                                                                                                       | <i>30</i> |
| <b>TITRE 7. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES PENDANT LA PHASE DE MISE EN CONFORMITÉ DE L'EXPLOITANT AUX DISPOSITIONS DU PRESENT ARRÊTÉ.....</b>                                  | <b>31</b> |
| <i>Article 7.1.1. Calendrier de mise en conformité.....</i>                                                                                                                            | <i>31</i> |
| <i>Article 7.1.2. Mesures compensatoires à mettre en œuvre pendant la période de mise en conformité.....</i>                                                                           | <i>31</i> |

## TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques définies à l'Article 1.2.1.

En ce qui concerne les rubriques à déclaration, les prescriptions des arrêtés ministériels correspondant s'appliquent en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Quelle que soit la rubrique, les dispositions les plus contraignantes s'appliquent.

### CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

#### Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (ICPE)

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

| Rubrique | Régime <sup>1</sup> | Intitulé de la rubrique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Nature et volume des activités                                                                                          |
|----------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1510-2-a | A                   | Entrepôts couverts [...] :<br>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :<br>a) Supérieur ou égal à 900 000 m <sup>3</sup><br><i>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</i> | 1 159 755 m <sup>3</sup><br><br>répartis dans les bâtiments autorisés à l'Article 5.2.1 de la présente annexe technique |
| 1185-2-a | DC                  | Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés [...]<br>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.<br>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg                        | 1 095,28 kg                                                                                                             |

<sup>1</sup> A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; DC : Déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

| <b>Rubrique</b><br><b>e</b> | <b>Régime</b> | <b>Intitulé de la rubrique</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>Nature et volume des activités</b>                                                                                     |
|-----------------------------|---------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>2910-A-2</b>             | DC            | Combustion [...]<br>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :<br>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW | <b>2,5 MW</b><br><br>Un groupe électrogène de secours de 2,5 MW associé au bâtiment N.                                    |
| <b>2910-A-2</b>             | DC            | Combustion [...]<br>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :<br>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW | <b>1,25MW</b><br><br>Chaudière située dans un local dédié à proximité du bâtiment S                                       |
| <b>2925-1</b>               | D             | Ateliers de charge d'accumulateurs électriques<br>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW<br><i><sup>(1)</sup> Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</i>                                                                                                                  | <b>160 kW</b><br><br>Local de charge d'accumulateurs<br>• du bâtiment S – travée 10 : 60 kW ;<br>• du bâtiment N : 100 kW |



### Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Commune             | Parcelle | Feuille | Section | n°INSEE | Surface (m <sup>2</sup> ) |
|---------------------|----------|---------|---------|---------|---------------------------|
| PARAY-VIEILLE-POSTE | 151      | 1       | AB      | 91479   | 752                       |
| PARAY-VIEILLE-POSTE | 288      | 1       | AB      | 91479   | 467                       |
| PARAY-VIEILLE-POSTE | 290      | 1       | AB      | 91479   | 154                       |
| RUNGIS              | 3        | 1       | AD      | 94065   | 7533                      |
| RUNGIS              | 28       | 1       | AD      | 94065   | 30968                     |
| RUNGIS              | 31       | 1       | AD      | 94065   | 632                       |
| RUNGIS              | 36       | 1       | AD      | 94065   | 17009                     |
| RUNGIS              | 37       | 1       | AD      | 94065   | 240                       |
| RUNGIS              | 43       | 1       | AD      | 94065   | 757                       |
| RUNGIS              | 56       | 1       | AD      | 94065   | 504                       |
| RUNGIS              | 80       | 1       | AD      | 94065   | 33797                     |
| RUNGIS              | 81       | 1       | AD      | 94065   | 1469                      |
| RUNGIS              | 7        | 1       | AE      | 94065   | 30660                     |
| RUNGIS              | 8        | 1       | AE      | 94065   | 2754                      |
| RUNGIS              | 9        | 1       | AE      | 94065   | 15443                     |
| RUNGIS              | 10       | 1       | AE      | 94065   | 15901                     |
| RUNGIS              | 11       | 1       | AE      | 94065   | 18041                     |
| RUNGIS              | 13       | 1       | AE      | 94065   | 8821                      |
| RUNGIS              | 14       | 1       | AE      | 94065   | 19087                     |
| RUNGIS              | 16       | 1       | AE      | 94065   | 1587                      |
| RUNGIS              | 17       | 1       | AE      | 94065   | 604                       |
| RUNGIS              | 19       | 1       | AE      | 94065   | 1740                      |
| RUNGIS              | 36       | 1       | AE      | 94065   | 2451                      |
| RUNGIS              | 37       | 1       | AE      | 94065   | 4815                      |
| RUNGIS              | 38       | 1       | AE      | 94065   | 665                       |
| RUNGIS              | 40       | 1       | AE      | 94065   | 4501                      |
| RUNGIS              | 41       | 1       | AE      | 94065   | 471                       |
| RUNGIS              | 42       | 1       | AE      | 94065   | 664                       |
| RUNGIS              | 43       | 1       | AE      | 94065   | 112265                    |
| RUNGIS              | 44       | 1       | AE      | 94065   | 757                       |
| RUNGIS              | 18       | 1       | AH      | 94065   | 4682                      |
| RUNGIS              | 19       | 1       | AH      | 94065   | 11832                     |
| RUNGIS              | 20       | 1       | AH      | 94065   | 9177                      |
| <b>total :</b>      |          |         |         |         | 361200                    |

### Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées

L'établissement est constitué de plusieurs entrepôts de stockage, multi-locataires, pouvant relever des plusieurs activités.

## CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AUX DOSSIERS

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## CHAPITRE 1.4. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation, afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

## CHAPITRE 1.5. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

| Dates    | Textes                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 23/01/97 | Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement [NOR : ENVP9760055A]                                                                                                                                    |
| 02/02/98 | Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation [NOR : ATEP9870017A]                                                                                   |
| 29/05/00 | Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 [NOR : ATEP0090222A]                                                                                                         |
| 29/09/05 | Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation [NOR : DEVP0540371A] |
| 31/01/08 | Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets [NOR : DEVP0773558A]                                                                                                                                                 |
| 04/10/10 | Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation [NOR : DEVP1025930A]                                                                                                              |
| 28/04/14 | Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement [NOR : DEVP1402549A]                                                                                                                                   |
| 04/08/14 | Arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 [NOR : DEVP1402942A]                                                                                                         |
| 11/04/17 | Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 [NOR : DEVP1706393A]                                                                                                                                                                       |
| 08/08/18 | Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 [NOR : TREP1726498A]                                                                                                     |

## **TITRE 2. GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 2.1.1. Surveillance de l'établissement et contrôle des accès**

En renforcement des dispositions du point 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les dispositions suivantes s'appliquent :

L'établissement est doté d'un Poste Central de Sécurité (PCS) disposant en permanence des équipements suivants :

- une unité centrale de gestion centralisée des informations de détection incendie ;
- un synoptique regroupant les alarmes de détection incendie ;
- un système de contrôle des circuits de vérification ;
- un système de surveillance vidéo pour le contrôle des accès ;
- des dispositifs de communication au sein de l'établissement ;
- d'appareils téléphoniques fonctionnels.

Les sapeurs-pompiers doivent pouvoir être alertés sans retard. A cette fin, le PCS est également doté d'un moyen permettant de demander l'intervention d'un service d'incendie et de secours, assuré soit par :

- par un dispositif appelé "liaison prioritaire" ;
- soit par tout autre moyen de communication.

Quel que soit le moyen choisi, il remplit les objectifs suivants :

- a. Assurer une liaison vocale de qualité et une bonne audibilité lors de la communication d'urgence ;
- b. Offrir une fiabilité de fonctionnement, y compris en cas de coupure de l'alimentation électrique, pendant une durée minimale d'une heure.

À cette fin, le dispositif :

- est à poste fixe,
- efficacement signalé,
- alimenté par une alimentation électrique de sécurité (AES) conforme à la norme NF S 61-940 (juin 2000), ou dispositif équivalent offrant les mêmes performances, disposant d'une autonomie d'une heure,
- aboutit de manière prioritaire à un centre de traitement de l'alerte défini en accord avec le service d'incendie et de secours compétent,
- permet l'identification automatique de l'établissement.

L'ensemble des alarmes sont centralisées au Poste Central de sécurité pour permettre l'exploitation immédiate des informations.

Le Poste Central de Sécurité est toujours pourvu de personnel compétent.

Tous les documents relatifs à la prévention et à la lutte contre l'incendie y sont regroupés et disponibles, dont le Plan d'Opération Interne (P.O.I) prévu à l'Article 5.5.3 du présent arrêté et le plan de défense contre l'incendie prévu par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé [NOR : DEVP1706393A].

L'établissement est entièrement clôturé et gardienné en dehors des heures ouvrables.

Des rondes de sécurité incendie sont effectuées par le personnel du service de sécurité et prévention, à l'extérieur des bâtiments.

## **CHAPITRE 2.2. INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 2.2.1. Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et à l'autorité préfectorale les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Le rapport d'accident, ou d'incident sur demande de l'inspection des installations classées, visé à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, est transmis dans le délai maximal de 15 jours à l'inspection des installations classées, à compter de la date de l'évènement.

## **CHAPITRE 2.3. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **Article 2.3.1. Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers de l'établissement, y compris les éventuels porter à connaissance et l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par le présent arrêté ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'établissement, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- un état des lieux locatifs mis à jour annuellement des entrepôts référencés à l'Article 5.2.1 de la présente annexe. Cet état des lieux comprendra toutes informations utiles et nécessaires au respect de la réglementation relative aux installations classées pour l'environnement, dont la nature et le volume des activités avec le détail des classements au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées, ainsi que la liste des locataires ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et les autres arrêtés applicables ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont conservés sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

---

### **TITRE 3. IMPLANTATION**

Sans préjudice de l'application de textes spécifiques, dont l'arrêté ministériel applicable aux installations classées au titre de la rubrique 1510, l'implantation des entrepôts référencés à l'Article 5.2.1 de la présente annexe est conforme aux règles suivantes :

- ils sont implantés à une distance d'au moins 30 mètres des immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion.
- la distance par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public est de 10 mètres.

Les distances d'isolement fixées ci-dessus seront conservées au cours de l'exploitation, sous la responsabilité de l'exploitant, qui prend à cet effet toutes mesures utiles telles qu'acquisition des terrains ou servitudes amiables non aedificandi.

## **TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **CHAPITRE 4.1. TYPES D'EFFLUENTS ET CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **Article 4.1.1. Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (EP).
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPP).
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie).
- Elles sont retenues au sein de l'établissement dans une capacité de rétention conforme aux dispositions de l'Article 5.4.2 de la présente annexe. Elles seront contrôlées avant tout rejet dans l'ouvrage public de collecte, conformément aux dispositions de l'Article 4.1.4 de la présente annexe.
- Le cas échéant, les éventuelles eaux polluées industrielles (EI),
- les eaux usées domestiques (EU) sont constituées des eaux vannes, des eaux des lavabos et des douches.

#### **Article 4.1.2. Localisation des ouvrages de rejet d'effluents liquides externes**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet externe                                       | Rejet n°1 – proximité du bâtiment N       |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Coordonnées (Lambert II étendu)                              | X : 601947 – Y : 2 417 188                |
| Nature des effluents                                         | EPP/EPNP                                  |
| Exutoire du rejet                                            | Collecteur publique Fresnes-Choisy (DSEA) |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Station de traitement collective          |
| Conditions de raccordement                                   | Autorisation de déversement               |

| Point de rejet externe                                       | Rejet n°2 – Zone entrée          |
|--------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Coordonnées (Lambert II étendu)                              | X : 601 931 – Y : 2 417 181      |
| Nature des effluents                                         | EU                               |
| Exutoire du rejet                                            | Collecteur Belle-Epine (DSEA)    |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Station de traitement collective |
| Conditions de raccordement                                   | Autorisation de déversement      |

#### **Article 4.1.3. Aménagement des ouvrages de rejet**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides identifié précédemment est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont prises pour faciliter les

interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4.1.4. Rejets des eaux pluviales et des eaux d'extinction susceptibles d'être polluées**

Les eaux pluviales polluées par une situation accidentelle ou incidentelle et les eaux d'extinction, collectées en cas d'incendie, sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers les exutoires de rejet dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur.

À cette fin, les eaux polluées suite à un sinistre éventuellement retenues dans le réseau pluvial font l'objet d'une caractérisation par un laboratoire d'analyse agréé dans un délai maximum de 7 jours à compter de la date de l'évènement. En fonction des résultats d'analyse, elles feront l'objet, dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du rapport d'analyse, soit d'une élimination vers les filières de traitement des déchets appropriées, soit d'une évacuation dans l'ouvrage publique de collecte, après accord préalable obtenue auprès du gestionnaire. Les résultats d'analyse et les actions décidées sont communiqués à l'inspection avant réalisation.

Dans tous les cas, le temps de séjour des eaux polluées collectées dans le système de rétention de l'établissement ne peut excéder 21 jours, sauf à démontrer, via des mesures de hauteur d'eau présent dans le système, renouvelées au maximum toutes les 24 h, effectuées en deux points caractéristiques du réseau dont un point situé proche du niveau altimétrique le plus élevé, que le débit de fuite est maintenu à une valeur inférieure à  $1.10^{-8}$  mètres par seconde. Les mesures journalières sont inscrites sur un registre conservé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

---

## TITRE 5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 5.1. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

#### Article 5.1.1. Comportement au feu

L'ossature et la charpente des entrepôts référencés à l'Article 5.2.1 de la présente annexe présentent une stabilité au feu d'au moins :

- R15 pour le bâtiment B, D et N ;
- R30 pour les bâtiments A, C, G, M et T ;
- R60 pour les bâtiments E, F, L et S.

Les planchers des niveaux intermédiaires des bâtiments F, M et T sont EI 120 et les structures porteuses de ces planchers au moins R120.

Les toitures des bâtiments sont réalisées avec des éléments incombustibles dans la mesure du possible et tant que les bâtiments ne subiront pas de modification notable.

En ce qui concerne spécifiquement le bâtiment N, son système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3), les éléments de support de couverture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les entrepôts sont isolés des bâtiments à usage de bureau ou locaux sociaux, non situés dans les cellules, par des parois REI60 au moins, sauf pour le bâtiment N dont la résistance au feu des parois est portée à REI120. Les intercommunications éventuelles sont réalisées par des sas de même degré coupe-feu ou des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au feu identique aux parois qu'elles traversent.

Pour les locaux ne répondant pas à la définition de bureaux dits « de quais » et situés dans les cellules, ceux-ci font l'objet des dispositions constructives complémentaires suivantes :

- Ils sont isolés des cellules par des parois au moins EI 120 et le plafond est au moins EI120.
- Toutes ouvertures dans les parois, y compris les vitrages, présentent un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois, et sont munies le cas échéant de dispositifs automatiques de fermeture ou de calfeutrement.
- S'ils sont situés en mezzanine, les parois respectent les dispositions des alinéas précédents, et les planchers sont EI 120 et les structures porteuses de ces planchers au moins R120.

Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux incombustibles. Ils débouchent soit directement à l'air libre ou soit à moins de 20 m d'une issue de secours donnant sur l'extérieur ou d'un espace protégé. Dans le cas contraire, les circulations intérieures menant à l'air libre seront encloisonnées par des éléments REI60 et construits en matériaux incombustibles.

Les portes intérieures donnant sur ces escaliers et circulations sont EI 30 et munies de ferme-portes.



Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par des parois REI60. Les portes d'intercommunication sont EI30 et munies d'un ferme-porte.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'Article 2.3.1 de la présente annexe.

### Article 5.1.2. Compartimentage et parois périphériques

Les entrepôts suivants sont divisés en cellules de stockage, dont les caractéristiques sont les suivantes :

| Bât. | Description                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Résistance au feu des/de la paroi séparative | Système d'extinction automatique (ensemble des cellules) |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| B    | Partie Nord, 4 cellules :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellule 1 : 4395m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule 2 : 6470m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule 3 : 5805m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule 4 : 4530m<sup>2</sup></li> </ul> Partie Sud, 4 cellules :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellule 1 : 4043m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule 2 : 4391m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule 3 : 5462m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule 4 : 4961m<sup>2</sup></li> </ul> | REI 120                                      | <b>oui</b>                                               |
| D    | 4 cellules : D1 = 1890 m <sup>2</sup> , D2 = 1649 m <sup>2</sup> , D3 : 1922 m <sup>2</sup> , D4 : 2368m <sup>2</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | REI 60                                       | non                                                      |
| E    | 1 cellule de 8 388m <sup>2</sup> (hors quais), 1 cellule de 11 104m <sup>2</sup> (hors quais)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | REI 120                                      | <b>oui</b>                                               |
| F    | Sous-sol :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellule F7 sous-sol : 2349 m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule F8 sous-sol : 2603 m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule F9 sous-sol : 2481 m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule F10 sous-sol : 2876 m<sup>2</sup></li> </ul>                                                                                                                                                                                                            | REI 60                                       | non                                                      |
|      | rez-de-chaussée :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellules F1+F2.1 : 3388 m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule F6 : 2872 m<sup>2</sup></li> <li>- Cellules F3+F2.2 : 3258 m<sup>2</sup></li> <li>- Cellules F4+F5 : 1353 m<sup>2</sup></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                          | REI 120                                      | non                                                      |
| L    | 4 cellules :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellule L1+L2 : 1236 m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule L3 : 2314m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule L4 : 2234m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule L5 : 2316m<sup>2</sup></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                               | REI 60                                       | non                                                      |
| N    | 1 cellule de 2830 m <sup>2</sup> au plus ; 1 cellule de 2990 m <sup>2</sup> au plus                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | REI 120                                      | non                                                      |

| Bât. | Description                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Résistance au feu des/de la paroi séparative | Système d'extinction automatique (ensemble des cellules) |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| M    | 6 cellules :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellule M1 : 493m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule M2 : 422m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule M3 : 502m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule M4 : 522m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule M5 : 1 177m<sup>2</sup></li> <li>- Cellule M6 : 1 122m<sup>2</sup></li> </ul> | REI 120                                      | non                                                      |
| S    | 1 cellule de 4 602 m <sup>2</sup> , 2 cellules de 5 600 m <sup>2</sup> au plus ; 1 cellule de 6 100 m <sup>2</sup> au plus ; 1 cellule de 1 780 m <sup>2</sup> au plus                                                                                                                                             | REI 120                                      | non                                                      |

La paroi externe Est du bâtiment G, et les parois externes Nord du bâtiment N sont REI 120, sur toute leur hauteur.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules. Cette distance est portée à 7 m pour les bâtiments B, D, L et M. Elle peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

Toutes ouvertures (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) séparant les cellules présentent un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois et sont munies le cas échéant de dispositifs de fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité au moins équivalentes.

La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.

En particulier, les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action de moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

Il est apposé sur ou à proximité des dispositifs d'obturations maintenus ouverts en fonctionnement normal une plaque signalétique bien visible indiquant l'interdiction d'obstruction à sa fermeture, par exemple la mention "PORTE COUPE-FEU NE PAS METTRE D'OBSTACLE A SA FERMETURE".

### Article 5.1.3. Désenfumage

La toiture des bâtiments B, D, L, M et T comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).

Sont intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface sera calculée en fonction d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Les exutoires sont au moins quatre pour chaque tranche de 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés.

L'ouverture des exutoires sera assurée par deux dispositifs distincts :

- l'un automatique, par fusible thermique intégré à l'exutoire. Ces dispositifs d'ouverture sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique pour les bâtiments concernés ;
- l'autre, à commande manuelle, présentant les mêmes garanties de rapidité de fonctionnement, placé près d'une issue et signalé convenablement.

Des dispositifs permettant d'éviter la diffusion latérale des fumées à l'intérieur des bâtiments B, D, E, F, L et S (écrans de cantonnement ou éléments de structure stables au feu 1/4 heure) sont mis en place.

#### ***Condition 5.1.3.1. Dispositions spécifiques relatives au Bâtiment N***

En ce qui concerne spécifiquement le bâtiment N, celui-ci respecte les dispositions suivantes :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture sont installés. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt et de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont clairement signalées et facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

## CHAPITRE 5.2. ORGANISATION DES STOCKAGES ET ZONES DE PRÉPARATION DE COMMANDE

### Article 5.2.1. Organisation des stockages

Les activités de transit ou de stockage de produits, substances ou marchandises sont exercées dans douze entrepôts énumérés ci-dessous, exclusivement aux niveaux spécifiés :

*Nota : une mezzanine, ou un système de mezzanine, est constitué d'un ou plusieurs planchers dont les surfaces projetées au sol au niveau inférieur occupent au maximum 50 % (ou 85 % pour le cas du textile) de la surface dudit niveau, ouverte sur ce dernier et ne comprenant pas de local fermé.*

*Un niveau est une surface de plancher disponible pour un stockage ou une autre activité de l'entrepôt à l'exclusion des passerelles d'entretien.*

| Bâtiment                                   | Surface du niveau autorisée à l'entreposage (m <sup>2</sup> ) | Hauteur sous faitage (m) | Volume (m <sup>3</sup> ) | Date construction | Date de dernière modification notable |
|--------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------------|
| A – rez de chaussée                        | 2 915                                                         | 6,79                     | 19 792                   | 1974              |                                       |
| B – rez de chaussée + mezzanine            | 41 523                                                        | 7,84                     | 325 536                  | 1966              | 1988                                  |
| C - rez de chaussée                        | 1 623                                                         | 8,28                     | 13 441                   | 1982              |                                       |
| D - rez de chaussée + mezzanine            | 7 830                                                         | 9,17                     | 71 807                   | 1980              | 1986                                  |
| E - rez de chaussée + mezzanine            | 19 492                                                        | 9,5                      | 185 176                  | 1976              | 2023                                  |
| F – sous-sol / rez de chaussée + mezzanine | 10 872                                                        | 9,77                     | 106 219                  | 1978              |                                       |
| G - rez de chaussée                        | 5 371                                                         | 9                        | 48 341                   | 1977              |                                       |
| L - rez de chaussée                        | 8 100                                                         | 9,65                     | 78 167                   | 1984              | 1986                                  |
| M - rez de chaussée                        | 3 118                                                         | 8,42                     | 26 254                   | 1986              |                                       |
| N - rez de chaussée                        | 6 285                                                         | 9,52                     | 59 841                   | 1985              | 2024                                  |
| S – rez de chaussée+ mezzanine             | 22 770                                                        | 6,22                     | 141 631                  | 1965              |                                       |
| T – rez de chaussée                        | 11 245                                                        | 7,43                     | 83 550                   | 1965              | 1967                                  |

Soit un total de 1 159 755 m<sup>3</sup>.

Les bâtiments suivants comprennent des cellules ou chambres frigorifiques :

| Bât. | Cellule | Type et détails <sup>2</sup>                  | Surface (m <sup>2</sup> ) | Hauteur sous plafond (m) | Date de 1 <sup>ère</sup> mise en service | Date de dernière modification notable |
|------|---------|-----------------------------------------------|---------------------------|--------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|
| E    | 2       | Zone frais : 0 à +4°C                         | 1174                      | 6                        | 2023                                     | 2023                                  |
|      |         | Zone ventilé frais : 0 à +4°C                 | 409                       | 6                        | 2023                                     | 2023                                  |
|      |         | Zone tampon frais : 0 à +4°C                  | 390                       | 6                        | 2023                                     | 2023                                  |
|      |         | Zone FL : +14°C                               | 323                       | 6                        | 2023                                     | 2023                                  |
|      |         | Zone surgelé : -18°C                          | 390                       | 5,7                      | 2023                                     | 2023                                  |
|      |         | Quai frais : 0 à +4°C                         | 240                       | 3,6                      | 2023                                     | 2023                                  |
| N    | Nord    | CF1 : +2 à +15°C                              | 619                       | 5,1                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      |         | CF2 : +2 à +15°C                              | 312                       | 5,1                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      |         | CF3 : +2 à +15°C                              | 470                       | 5,1                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      |         | Zone de préparation de commande en +2 à +4°C. | 1380                      | 5,2                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      | Sud     | CF4 : de +2 à +15°C                           | 297                       | 5,1                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      |         | CF5 : de +2 à +15°C                           | 300                       | 6,6                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      |         | CF6 : de +2 à +15°C                           | 300                       | 6,6                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      |         | CF7 : 0 à +2°C                                | 171                       | 6,6                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      |         | CF négative : -20 à -18°C                     | 534                       | 6,6                      | 2024                                     | 2024                                  |
|      |         | Zone de préparation de commande en +2 à +4°C. | 1300                      | 5,2                      | 2024                                     | 2024                                  |

Le stockage est organisé et effectué de manière à ce que toutes les issues, escaliers, etc... soient dégagés en permanence.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur relatif aux activités d'entrepôt de matière combustible, un espace minimal de 0,90 mètre est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet de toute matière stockée, quel que soit le mode de stockage, de manière à protéger les détecteurs incendie et les appareils d'éclairage.

Dans les bâtiments F et M (à deux niveaux), les charges maximales admissibles des planchers ne seront pas dépassées ; elles sont repérées sur des plans et affichées. Il en est de même pour le bâtiment T dans sa partie surmontant le bâtiment S.

Le stockage est interdit sur les quais du bâtiment E.

Il est interdit d'introduire sur site des matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique (effet lentilles).

#### **Condition 5.2.1.1. Etat des matières stockées, recalage annuel et recensement SEVESO**

Lors du recalage, a minima annuel, de l'état des matières stockées prévu par le point 9 de

<sup>2</sup> CF = chambres frigorifique ; CellF = cellule frigorifique

l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, l'exploitant précise, en sus des quantités effectives relevées dans les entrepôts autorisés au stockage, la quantité maximale susceptible d'être stockée pour chaque produit ou famille de produit, dans l'objectif de statuer sur le classement des matières stockées au regard des seuils définis par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour chaque rubrique concernée. Le cas échéant, il applique les méthodologies de classement prévues par les guides de références produits ou reconnus par le ministère en charge de l'environnement, qui devront être systématiquement mentionnés. Les éventuels regroupements de produit en famille sont dûment justifiés. L'exploitant précise en particulier une évaluation de la situation de l'établissement au regard de la rubrique 4001.

Les informations requises par le point précédent sont établies et regroupées dans un document transmis annuellement à l'inspection des installations classées, avant le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante.

#### **Article 5.2.2. Zones de préparation de commande**

Les zones de préparation de commande (comprenant par exemple des aires ou postes d'emballage) installées dans les entrepôts sont soit dans des locaux spécialement aménagés, soit éloignés des zones d'entreposage, soit équipés de moyens de prévention ou d'intervention particuliers.

### **CHAPITRE 5.3. ACCESSIBILITÉ**

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie (dite voie engins) de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation :

- sur le périmètre complet des bâtiments B, D, E, F, et L;
- au droit de toute la façade du bâtiment S ;
- sur le demi-périmètre au moins des autres entrepôts visés par le présent arrêté.

Cette voie, extérieure aux entrepôts, permet l'accès des engins des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

À partir de cette voie, les sapeurs-pompiers peuvent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies prévues au présent article.

Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie engins dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement.

Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues de secours prévues à l'Article 5.5.4 du présent arrêté.

Les portes d'accès aux bâtiments sont toujours manœuvrables par le personnel de service de sécurité et prévention et les sapeurs-pompiers.

### **Article 5.3.1. Installations électriques**

Il est installé dans chaque cellule à proximité d'une issue, un interrupteur général bien signalé et permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique, qu'ils soient visés ou non par des dispositions particulières au titre du présent arrêté, sont situés dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur REI60, et largement ventilés.

### **Article 5.3.2. Éclairage**

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

### **Article 5.3.3. Ventilation des locaux et charges de batteries**

Tout dispositif de ventilation mécanique sera conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation seront munis de clapets coupe-feu à la séparation entre cellules.

Une ventilation individualisée sera prévue pour les locaux :

- comprenant des produits :
  - o présentant des risques de réactions dangereuses ;
  - o incompatibles avec l'eau ;
- abritant spécifiquement :
  - o les ateliers d'entretiens du matériel ;
  - o des aires ou postes d'emballages installés dans des locaux distincts des cellules ;
  - o des postes de recharge de batteries des engins de manutention, ou des aires de stationnement d'engin de manutention utilisant du gaz combustible liquéfié.

Les postes ou zone de recharge de batteries des engins de manutention sont très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif, et sont installés, soit dans des locaux spécialement aménagés, soit, s'ils se trouvent au sein des cellules des entrepôts, sur des aires spécialement réservées et balisées, éloignées des zones d'entreposage. Ils répondront aux prescriptions réglementaires qui leur sont applicables par ailleurs.

### **Condition 5.3.3.1. Dispositions spécifiques relatives au Bâtiment N**

En ce qui concerne spécifiquement l'activité de charge de batteries du bâtiment N, celle-ci respecte les dispositions suivantes :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux concernés sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

#### **Article 5.3.4. Chauffage**

Les bâtiments sont chauffés par l'intermédiaire de sous-stations de chauffage collectif.

Le chauffage des entrepôts et leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé, produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud seront entièrement en matériaux incombustibles. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges incombustibles.

### **CHAPITRE 5.4. DISPOSITIF DE RÉTENTIONS DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **Article 5.4.1. Dispositions générales**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.



Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y déversant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté et les arrêtés ministériels en vigueur.

L'exploitant veille à ce que les volumes prévus de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions pouvant contenir des eaux pluviales sont vidées dès que possible. L'évacuation de ces eaux respecte les dispositions de la réglementation en vigueur.

#### **Article 5.4.2. Rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure aux bâtiments. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les ouvrages de rétention des eaux d'extinction d'incendie sont régulièrement entretenus et vérifiés de façon à être toujours opérationnels, au moins une fois par an. Le rapport est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

## **CHAPITRE 5.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **Article 5.5.1. Dispositions particulières applicables aux moyens de lutte contre l'incendie**

Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 100 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).

La signalisation des points d'eau incendie de l'établissement respecte les exigences du sous-chapitre 2 du chapitre 4 du guide (dans son édition de mars 2019) accompagnant l'arrêté n°2017-00251 du 05/04/2017 portant règlement interdépartemental de défense extérieure contre l'incendie (RIDDECI).

### **Article 5.5.2. Service de sécurité et prévention**

L'établissement est doté d'un service de sécurité et prévention chargé d'assurer en permanence la prévention contre les risques d'incendie et d'explosion et en mesure :

- d'effectuer la première intervention en cas de sinistre ;
- de mener des opérations relevant de la seconde intervention afin de retarder et limiter l'extension du sinistre dans l'attente de l'intervention des secours extérieurs.

À cette fin, l'établissement est doté au minimum des moyens spéciaux suivants :

- de deux véhicules de première intervention :
  - o dont l'un équipé d'une citerne de 400 litres et d'une pompe de 45 m<sup>3</sup>/h,
  - o dont l'autre équipé d'une citerne de 500 litres et d'une pompe de 60 m<sup>3</sup>/h.
- et de deux véhicules de liaison.

L'établissement dispose en outre de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre effective de ces moyens spéciaux (tuyaux, appareils respiratoires isolants, etc.), afin de contribuer à l'atteinte des objectifs recherchés dans les conditions de sécurité nécessaires à la préservation de la santé des intervenants.

Le personnel du service de sécurité et prévention a connaissance du plan d'opération interne et concourt à sa mise en œuvre. Il est formé et entraîné régulièrement à la mise en œuvre des moyens spéciaux visés aux alinéas précédents. En particulier, les personnels composant les équipes d'intervention doivent être à jour de leurs formations. L'exploitant doit pouvoir fournir les documents justifiants des compétences et des recyclages.

Le matériel est contrôlé et maintenu selon les règles en vigueur.

### **Article 5.5.3. Organisation et Plan d'opération Interne**

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I et met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

Le P.O.I définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire.

Un exemplaire du P.O.I doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I ; cela inclut notamment :
  - o l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
  - o la formation du personnel intervenant,
  - o l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la revue et mise à jour périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Sans préjudice des dispositions applicables particulières de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, le P.O.I comprend à minima les informations suivantes :

- a. Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b. Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c. Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d. Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e. Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement et de la coordination des opérations de sécurité civile soit informée rapidement, notamment le type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f. Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g. Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h. Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i. les consignes et procédures spécifiques de lutte contre l'incendie des véhicules électriques établies conformément aux dispositions de l'Article 6.3.3 de la présente annexe.

Les occupants des bâtiments sont consultés par l'exploitant lors de l'établissement et des mises à jour ultérieures du P.O.I, afin de s'assurer de la validité des informations qui y apparaissent, en particulier en ce qui concerne la nature et la localisation des produits dangereux, l'organisation en matière d'évacuation et de défense contre l'incendie. Les

modalités de consultation sont fixées par l'exploitant et intégrées au P.O.I. Elle détermine notamment le délai accordé de consultation, qui doit être proportionné à l'importance des modifications apportées par rapport à l'état précédent du document. Les avis sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés dans l'exemplaire en vigueur du P.O.I.

Le P.O.I est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable de l'installation ayant un impact sur l'étude de dangers, et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le P.O.I et ses modifications notables successives sont transmis au préfet, à l'inspection des installations classées et à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement, et en tout état de cause à des intervalles qui n'excèdent pas trois ans, ainsi qu'après chaque changement notable des installations ou de l'organisation ayant un impact sur l'étude de dangers de l'établissement et le P.O.I. Les exercices d'entraînement permettent notamment d'évaluer l'efficacité du P.O.I et d'en combler les éventuelles lacunes.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.5.4. Évacuation du personnel**

Les parties des entrepôts dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point des entrepôts ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties d'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque occupation. Les portes servant d'issues vers l'extérieur et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, leur accès convenablement balisé et maintenu constamment dégagé.

## **TITRE 6. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **CHAPITRE 6.1. Local de charge d'accumulateurs du bâtiment S – travée 10**

Sans préjudice de la réglementation nationale en vigueur, l'atelier de charge d'accumulateurs visé par le présent chapitre est installé sur le quai du bâtiment S – travée 10.

La puissance maximale du courant continu utilisable pour l'opération de charge ne dépasse pas 60 kW.

L'atelier est construit en matériaux incombustibles et ne commande aucun dégagement vers l'extérieur du bâtiment. La porte d'accès piéton s'ouvre vers l'extérieur du local.

Les portes du local sont maintenues en position fermée, en dehors des heures ouvrées.

Les murs mitoyens des occupations voisines sont REI60 au moins.

Il est situé à rez-de-chaussée, n'est pas surmonté d'étages et très largement ventilé par sa partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local.

La ventilation est mécanique et assure un renouvellement d'air minimal de  $0.05 \cdot N \cdot I$  mètres cubes par heure (avec  $N$  = nombre d'éléments de batterie et  $I$  = intensité maximale de charge en Ampères, représentant le 1/5ème de la capacité des batteries), soit 4 680 m<sup>3</sup>/h pour trois transpalettes et onze chariots. Le cas échéant, le renouvellement d'air est à actualiser selon les configurations réelles d'exploitation.

L'opération de charge est asservie à la ventilation de telle sorte que l'arrêt de la ventilation provoquera la coupure de l'alimentation électrique des batteries par le dispositif de charge.

La ventilation est réalisée de telle façon que le voisinage n'est ni gêné ni incommodé par les émanations et qu'il n'en résulte aucun danger pour les occupants voisins.

L'atelier n'a aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles.

Le sol de l'atelier est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Le chauffage du local ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C, la chaudière étant située à l'extérieur du local.

### **CHAPITRE 6.2. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ENGINS DE MANUTENTIONS ET INDUSTRIELS ET À LEURS CONDITIONS D'UTILISATION AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les engins de manutention utilisant du gaz combustible liquéfié sont stationnés soit dans des locaux spécialement aménagés, soit sur des aires spécialement réservées et balisées, largement ventilées et éloignées des zones d'entreposage.

Les bouteilles de gaz en réserve sont stockées conformément aux règles techniques d'aménagement spécifiées par les fournisseurs.

Quelle que soit la nature de la source d'énergie motrice, les chariots de manutention sont remisés lors de la fermeture des entrepôts, soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet et éloignée des zones d'entreposage.

Les chariots sans conducteur sont équipés de dispositifs de détection d'obstacle et de dispositifs anti collision. Leur vitesse est adaptée aux risques encourus.

### **CHAPITRE 6.3. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'EXPLOITATION DU BÂTIMENT B SUD, CELLULES 1 (TRAVÉES 1 À 4) ET 2 (TRAVÉES 5 À 8)**

#### **Article 6.3.1. Véhicules autorisés à circuler et stationner temporairement le temps de leur chargement au sein des cellules 1 et 2, bâtiment B de la plateforme logistique**

L'accès est exclusivement réservé aux véhicules utilitaires légers équipés de moteurs thermiques (hors gaz) ou de moteurs électriques et dont la présence est directement liée aux activités exercées dans l'entrepôt. La recharge des véhicules électriques est interdite à l'intérieur de l'entrepôt.

Tout stationnement de véhicule en dehors des emplacements réservés à cet effet au pied des convoyeurs est interdit.

Cette interdiction est affichée à l'entrée de l'entrepôt.

#### **Article 6.3.2. Circulation des véhicules au sein des cellules 1 et 2, bâtiment B de la plateforme logistique**

L'entrée et la sortie sont effectuées par deux voies bien distinctes :

- entrée dans l'entrepôt par une rampe aménagée le long de la façade nord des deux cellules du bâtiment B,
- sortie de l'entrepôt par des rampes aménagées le long de la façade sud des deux cellules du bâtiment B.

Les rampes et allées de circulations des véhicules sont libres de tout obstacle sur toute leur largeur.

Toutes dispositions sont prises pour indiquer et matérialiser le plan de circulation à l'intérieur de l'entrepôt.

Toute signalisation destinée à faciliter les déplacements des véhicules à l'intérieur des deux cellules est conforme à celle imposée par le code de la route.

#### **Article 6.3.3. Consignes de sécurité**

La présence potentielle de véhicules électriques est signalée par un affichage aux entrées des locaux, en particulier celles qui permettent l'accès des secours.

Les véhicules utilitaires légers sont mis à l'arrêt complet, moteur éteint, le temps de leur chargement et restent sous la surveillance de leur utilisateur.

Les plans d'ensemble des locaux sont affichés près des accès, en particulier ceux qui permettent l'accès des secours.

Des consignes et procédures spécifiques de lutte contre l'incendie des véhicules électriques sont établies.

Elles sont portées par l'exploitant à la connaissance des personnes qui exploitent ou travaillent dans l'entrepôt ainsi que du responsable et des agents du poste central de sécurité du site.

Elles sont affichées près des accès et à l'intérieur des locaux.

Elles sont intégrées au plan d'opération interne (P.O.I.).

## **TITRE 7. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES PENDANT LA PHASE DE MISE EN CONFORMITÉ DE L'EXPLOITANT AUX DISPOSITIONS DU PRESENT ARRÊTÉ**

### **Article 7.1.1. Calendrier de mise en conformité**

Afin de se conformer aux dispositions du présent arrêté, l'exploitant réalise les travaux nécessaires selon les échéances suivantes :

| Article de la présente annexe | Disposition                                     | Bâtiments concernés | Année de réception des travaux (ensemble du bâtiment) – conformité à la disposition |
|-------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| Article 5.1.1                 | Parois séparatives bureaux/cellules de stockage | A, C, D, F, G, L, M | 2027                                                                                |
|                               |                                                 | B                   | 2027                                                                                |
|                               | Structure plancher                              | M                   | 2027                                                                                |
|                               |                                                 | F                   | 2026                                                                                |
|                               | Résistance ossature et charpente                | G                   | 2027                                                                                |
|                               |                                                 | A, C, D, M et T     | 2027                                                                                |
|                               |                                                 | B, E et L           | 2027                                                                                |
| Article 5.1.2                 | Parois externes REI 120                         | G                   | 2026                                                                                |
|                               | Parois de compartimentage                       | L                   | 2026                                                                                |
|                               | Dispositif d'extinction automatique             | B                   | 2027                                                                                |
|                               |                                                 | E                   | 2028                                                                                |
| Article 5.1.3                 | Désenfumage automatique                         | C                   | 2027                                                                                |
|                               |                                                 | A, F, G, M et T     | 2027                                                                                |
|                               |                                                 | B, D, E et L        | 2027                                                                                |
|                               | SUE 2%                                          | M                   | 2027                                                                                |
|                               |                                                 | B, D et T           | 2027                                                                                |
| Article 5.3.3                 | Ventilation du local de charge                  | T                   | 2025                                                                                |
| Article 5.5.4                 | Issues de secours                               | A, D, E, M et T     | 2025                                                                                |

### **Article 7.1.2. Mesures compensatoires à mettre en œuvre pendant la période de mise en conformité**

L'exploitant est responsable de la mise en œuvre des mesures compensatoires suivantes, que

celles-ci concernent du personnel SOGARIS, du personnel des locataires des bâtiments ou toute entreprise sous-traitante employé par la SOGARIS ou une société locataire :

- Renforcement du personnel du Service de Sécurité et prévention avec l'ajout d'un agent SSIAP2, équipé d'une caméra thermique, lors de la réalisation des travaux à risque (création d'un poste supplémentaire). Des rondes régulières sont organisées sur l'ensemble de l'établissement. L'exploitant dispose des justificatifs permettant de démontrer le respect de la présente disposition par rapport à la situation antérieure.
- Renforcement de la formation sécurité du personnel de bureau de l'ensemble des sociétés susceptibles d'être présentes de manière permanente au sein des entrepôts de l'établissement. Cette formation est réalisée dès l'embauche du salarié et renouvelée annuellement. L'exploitant est en mesure de fournir à l'inspection des installations classées les attestations correspondantes, y compris s'il s'agit du personnel de sociétés locataires ou sous-traitantes.
- Des exercices d'évacuations sont réalisés trimestriellement pour le personnel travaillant dans les locaux des entrepôts visés à l'Article 5.2.1 de la présente annexe, ainsi que pour le personnel d'exploitation des entrepôts soumis aux dispositions de la présente annexe.
- Un exercice d'évacuation « travaux » supplémentaire est réalisé ; il concerne spécifiquement les zones en travaux et s'adresse en priorité aux entreprises extérieures de travaux et aux locataires des bâtiments concernés par les travaux en cours. Le calendrier de réalisation de ces exercices supplémentaires est celui du courrier de l'exploitant du 17 décembre 2025 et pourra être ajusté par l'exploitant en fonction de l'avancement des travaux, sans toutefois en réduire le nombre et la périodicité.
- L'exploitant prévient systématiquement la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris de travaux spécifiques présentant un risque particulier ou pouvant mettre en cause les opérations d'extinctions menées par les secours extérieurs. S'il y a lieu, il procédera à la mise à jour de la documentation opérationnelle mise à disposition des services de secours pour intervenir sur les sinistres. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout justificatif correspondant.